

“Elio Di Rupo est un rassembleur exceptionnel”

■ Ahmed Laaouej est le nouveau chef de file de l'opposition socialiste. Il soutient Di Rupo, s'attaque à Michel.

Entretien Antoine Clevers

Il est le nouveau visage de l'opposition socialiste face au gouvernement Michel. Ahmed Laaouej, déjà omniprésent dans les débats budgétaires et fiscaux, vient de monter en grade. Son président de parti, Elio Di Rupo, l'a nommé chef du groupe PS à la Chambre, en remplacement de Laurette Onkelinx.

M. Laaouej, après la déclaration gouvernementale du Premier ministre Charles Michel (MR), mardi, vous avez dit de lui qu'il était “déconnecté”, “en dehors des réalités”. Vous parlez aussi d'une politique qui “transfère l'argent de la poche des travailleurs vers celle des actionnaires”. On dirait la rhétorique du PTB. C'est cela, le style Laaouej ?

Vous savez, le PTB a abandonné ce qu'il était, un parti d'inspiration marxiste-léniniste qui prône la collectivisation des moyens de production, le rejet du parlementarisme, la révolution. Je n'entends plus le PTB là-dessus. Je l'entends plutôt défendre la taxe des millionnaires. C'est vrai que le PS n'a pas su l'implémenter, mais elle est dans notre programme depuis 1985. Pour le reste, quand je dis “transférer de la poche des travailleurs à la poche des actionnaires”, c'est de l'économie politique... Dans la répartition de la richesse produite, il y a la part qui revient au travail et celle qui revient au capital. Quand un gouvernement fait un saut d'index, donc prend de l'argent aux salariés, ça se traduit par une augmentation des bénéficiaires des entreprises.

Qu'est-ce que Laurette Onkelinx a dit aux députés socialistes au moment d'annoncer son départ ?

Ça reste en interne. Elle a fait un choix de vie. Mais dans mon esprit, on ne remplace pas Laurette Onkelinx, on essaye de lui succéder.

Apparemment, elle était critiquée au sein du groupe PS à la Chambre, notamment pour avoir défendu le décumul député-bourgmestre.

Il y a beaucoup de choses qui se disent et qui ne correspondent pas à la réalité. On a une belle équipe, soudée, avec des personnalités qui se complètent et avec lesquelles on va mener une opposition lucide et constructive.

“C'est Elio Di Rupo qui m'a mis le pied à l'étrier. Et il l'a fait avec d'autres.”

Mais il y a bien un débat vif au PS sur le décumul. Et la question a été arbitrée lors de notre congrès aux lacs de l'Eau d'Heure début juillet.

Quelle est votre position ?

Celle adoptée par le parti : le décumul financier (entre les salaires de député et de bourgmestre, Ndlr). Ce qui me semble avoir été l'interpellation, c'est la question financière. Mais à partir du moment où quelqu'un fait bien le job des deux côtés, dans sa commune et au parlement, il n'y a pas de souci. La plus-value d'un municipaliste dans un parlement est réelle. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas créer des espaces pour les jeunes. C'est Elio Di Rupo qui m'a mis le pied à l'étrier. Et il l'a fait avec des gens comme Marie Arena, Fadila Laanan, Jean-Claude Marcourt, Christophe Lacroix, Pierre-Yves Dermagne.

Le 19 juin, lorsque le président du CDH Benoît Lutgen a annoncé qu'il débranchait la prise des gouvernements régionaux, est-il exact que vous vous êtes levé en plein bureau du PS pour exprimer votre soutien à Elio Di Rupo ?

J'ai dit en substance : “C'est le moment du rassemblement. Tous derrière notre président.”

Vous êtes réputé proche de lui.

C'est vrai. C'est quelqu'un à qui je dois beaucoup et que je respecte pour ses qualités politiques, intellectuelles et scientifiques impressionnantes. J'ajoute qu'il a des qualités de rassembleur exceptionnelles, inégalées dans le parti. Inégalées dans le parti !

Incarniez-vous le “new PS” dont parlait récemment Laurette Onkelinx ?

Je comprends ce qu'elle a voulu dire : c'est vraisemblablement l'idée d'une redistribution des rôles. Mais il y a un seul Parti socialiste dans sa diversité et dans son unité.

Il y a quand même eu des fractures en interne, notamment après l'affaire Publifin-Nethys.

Evidemment qu'il y a des choses qui peuvent polariser. Mais c'est la grandeur d'une organisation politique comme la nôtre que d'être capable de résoudre les problèmes grâce au talent d'un certain nombre d'entre nous, au premier rang desquels Elio Di Rupo.

Vous venez de Liège (Beyne-Heusay). Vous êtes aujourd'hui à Bruxelles (Koekelberg). Etes-vous une sorte de “go-between” entre les grandes fédérations du PS ?

Ça me permet de mieux comprendre les réalités des uns et des autres, oui, ça, c'est vrai.

“Le gouvernement met les travailleurs en concurrence”

Le taux d'emploi est passé de 67,2% en 2015 à 67,7 % en 2016. La politique du gouvernement Michel donne des signes encourageants, non ?

Non parce que c'est une augmentation de 0,5 %, la moitié de ce qu'on observe en Europe. Les résultats du gouvernement ne sont pas probants. Ce qu'il fait, c'est appauvrir des travailleurs pour créer des jobs précaires et gonfler les chiffres. Il prend 8 milliards dans la sécurité sociale et 12,5 milliards dans les salaires sur l'ensemble de la législature et les injecte pour doper artificiellement des emplois précaires.

C'est quoi un emploi précaire ?

Un emploi dans lequel la personne n'est pas assurée de ce qu'elle fera demain. On voit une explosion des contrats journaliers. Selon l'ONSS, ils sont passés de 44 % du total des contrats intérimaires en 2004 à 62 % en 2016. A l'inverse, un emploi de bonne qualité, c'est celui qui permet à quelqu'un d'avoir la capacité économique de subvenir à ses besoins et de se projeter dans l'avenir.

Un contrat intérimaire ou à durée déterminée n'est-il pas une bonne manière de rentrer sur le marché du travail pour un chômeur ?

Parfaitement. Mais ici, ce n'est pas ça qui est à l'œuvre. Alors que tout le monde dit qu'il faut lutter contre le dumping social européen, le gouvernement Michel installe un dumping social en Belgique. Multiplication des flexi-jobs (Horeca, commerce de détail, pour les pensionnés), intérim, statuts fiscaux et sociaux pour les travailleurs de l'économie collaborative (Deliveroo, Uber)... Tout est fait pour mettre les travailleurs en concurrence. Un employeur pourra dire: “Si vous ne voulez pas travailler dans les conditions que je vous impose, je prends quelqu'un d'autre.” Le gouvernement doit ouvrir les yeux. Il est dans le linéaire. “Jobs,

jobs, jobs.” Comme un mantra. Charles Michel n'est pas dans la vraie vie lorsqu'il ne se soucie que des chiffres et pas de ce qu'il y a derrière.

Vous avez plusieurs fois qualifié de racistes les propos tenus par Theo Francken (N-VA), secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration. Devrez-vous être plus réservé dans vos déclarations maintenant que vous êtes chef de groupe ?

Si on considère que le racisme est un mal profond, je pars du principe qu'il faut le dénoncer. A la N-VA, ils se nourrissent de la polémique. Ils attendent qu'on focalise le débat sur leurs provocations. Ça leur permet d'occulter leurs mauvais résultats: emploi, dégradation des soins de santé, médicaments plus chers... Mais il ne faut pas pour autant laisser passer l'ignoble.

Theo Francken a eu des propos ignobles ?

Et pas que vis-à-vis des personnes d'origine étrangère. Quand il dit que MSF fait du trafic d'êtres humains, c'est pareil.

“Il ne faut pas laisser passer les propos ignobles de Theo Francken.”

Que propose le PS en matière d'asile ?

Soyons clairs: personne ne dit que le PS veut ouvrir les frontières. Mais personne ne va empêcher les gens de fuir la misère.

La politique socialiste est internationaliste, elle conçoit les choses à l'échelle du monde. Quand on a créé soi-même du désordre dans le monde, il ne faut pas s'étonner d'avoir des grands flux de transhumance humaine. Pour régler des problèmes ici, il faut parfois s'interroger sur les problèmes du monde. La taxe sur les transactions financières, c'est une recette potentielle de 30 à 50 milliards d'euros au niveau européen. Il faut injecter cet argent dans la coopération au développement. Il y a donc les lois, il faut les respecter, on respecte la dignité humaine et on règle les dérèglements du monde. C'est ça, la vision socialiste.